



Déclaration liminaire CSAR du 27/11/2025

Depuis la nouvelle scélératesse de la réduction des effectifs de la DR de Guadeloupe, les OS attendent de savoir si elles ont été entendues malgré un boycott unitaire.

L'étude des documents de travail de ce CSAL n'auront pas mis longtemps à donner un aperçu des réponses de l'administration.

C'est le statu quo ! À croire qu'on n'a pas plus pris la mesure des difficultés que traversent les personnels de cette circonscription qui soutiennent l'action du service des Douanes à bout de bras.

Au regard des effectifs réels, il apparaît clairement que les services fonctionnent à flux tendu.

En effet, l'UNSA constate que la continuité du service public est mise à mal, car l'absence d'un agent contraint le service à fonctionner de manière dégradée. Cette conjecture induit de fait l'abandon de plusieurs missions dévolues à une administration régaliennne. C'est insensé ! C'est irresponsable ! C'est indigne du prestige qu'on aime à vanter devant les médias.

L'Administration centrale entérine donc le fait que les douanières et les douaniers de Guadeloupe, bien qu'étant des exemples d'efficacité et de performance, ne comptent pas. Le mépris parisien continue.

Mais comment l'irresponsabilité d'un seul homme DI Antilles-Guyane et DR de Martinique a-t-il pu plonger nos collègues dans la tourmente ? Même nos camarades de l'UNSA sur l'île sœur ont alerté ce dernier sur les conséquences néfastes et ont protesté contre le déshabillage de la Guadeloupe au profit de la Martinique.

Dès lors Monsieur le Président, l'UNSA Douanes de Guadeloupe ne peut que constater votre impuissance à défendre les intérêts de cette direction dite de plein exercice.

L'article 5 du décret de 2007 relatif à l'organisation des services déconcentrés de la DGDDI a placé le DR de Guadeloupe sous le joug hiérarchique du DI de Martinique bien qu'elle exerce les missions reprises à l'article 3 du même texte. Eh bien voilà le résultat de l'absence d'indépendance et d'une direction inféodée à la DI en Martinique ! Nous sommes donc soumis aux caprices des hommes et des femmes qui se succéderont à ce poste. Quel triste spectacle ! Le traitement martiniquo-centré des sujets RH - pour le moment - n'est qu'un signe avant coureur d'un recul, d'une régression et surtout d'une fourberie sans égal. Ce paradigme contrevient directement à l'intérêt général et l'équilibre dans la zone Antilles-Guyane.

Ces décisions délétères ont conduit à une augmentation de l'exposition des personnels aux RPS qui se traduit par une recrudescence des tensions interpersonnelles, elles-mêmes déclenchées par l'accroissement du stress au travail entraînant à terme des syndromes persistants sur les individus comme le burn-out, l'épuisement professionnel et autres accidents du travail. L'Homme doit être replacé au centre de l'échiquier. Les résultats de l'observatoire interne révèle qu'une partie des agents déplorent une perte de sens du métier et surtout un défaut dans la valorisation et la promotion interne. Les leviers apparaissent trop soumis à la subjectivité de quelques managers souverains et trop peu empreint d'objectivité. Peut-être les outils d'évaluation actuels sont-ils usités et désuets ?

Dans ce paysage sinistre et dévasté, nous saluons les résultats positifs et encourageant du service FP qui démontre un dynamisme certain et un engagement sans faille au bénéfice de la formation des collègues. La Formation Professionnelle représente un enjeu majeur aujourd'hui tant au niveau de la promotion interne que dans le champ de l'exercice quotidien des missions. Toutefois, il demeure des agents qui ne bénéficient pas forcément de la formation de manière équitable, car leur absence rompt la continuité du service public. En leur absence, la pile s'élève puisqu'aucune suppléance n'est possible. Ainsi, les managers de proximité se retrouvent donc confrontés à des dilemmes cornéliens entre les nécessités de service et l'intérêt des agents.

Oh mais ça alors, quel étrange coïncidence ! Nous retombons une fois de plus sur une problématique liée au déficit d'effectifs.

Nous venons de le dire plus haut la formation est essentielle à l'accomplissement d'un service public de qualité. Mais encore eut-il fallu que la formation arrive avant les évolutions réglementaires !

Les formations en rapport avec la recodification du Code des Douanes et la réforme du barème transactionnelle vont se faire à marche forcée et dans la précipitation. Ceci n'est pas de bonne augure pour le meilleur accompagnement des collègues vers une évolution du métier. L'UNSA vous alerte sur les risques encourus tels que les difficultés d'application et d'appropriation. Ce sujet est traité avec bien trop de légèreté et un manque cruelle d'anticipation. Les douaniers et les douanières sont extrêmement souples et flexibles mais ce ne sont pas des caisses enregistreuses. L'UNSA le dit encore une fois, l'Administration met la charrue avant les bœufs !

La formation professionnelle est un processus qui s'inscrit dans la continuité et sur un temps long pour faire monter en compétence les professionnels afin d'améliorer la qualité du service.

Alors l'UNSA propose que les formations sur ces sujets primordiaux dans l'exercice des missions douanières se fassent en présentiel et pour tous les agents. La formation en cascade par deux collègues sélectionnées n'est pas une solution qualitative.

Suite aux constats posés par la commission d'enquête sénatoriale sur le narcotrafic, il est ressorti que la lutte contre les infractions financières est un axe plus efficace que la saisie de marchandises pour démanteler les organisations criminelles voire mafieuses qui sévissent dans notre département. Cependant, l'UNSA signale que tous les services ne semblent pas armés pour prendre leur pleine part dans cette mission ambitieuse. La CRPC de Guadeloupe est moribonde. La BSE de GBMG a dû conduire une procédure lourde de blanchiment douanier avec deux effectifs, et ce avec votre complète adhésion au projet. Alors Monsieur le Président, l'UNSA vous questionne : Avons-nous réellement les moyens de nos ambitions ? L'UNSA soutient que non et que nous n'allons pouvoir toujours compter sur la Gendarmerie.

Tous les agents des Douanes s'accordent à dire que le SILCF est devenu une usine à gaz. Le ROC aurait besoin d'un dépoussiérage et pas juste d'une opération cosmétique consistant à changer d'interface.

La modernisation des SI LCF sont une bonne nouvelle et au moins en rapport avec un monde ultra connecté où le traitement de la donnée est un enjeu crucial pour lutter contre des process criminels de plus en plus sophistiqués. Notre DR a été le point de départ d'une cyberattaque qui allait s'étendre à l'Hexagone. Alors l'UNSA revient sur les mesures prises réellement par notre direction et s'interroge sur la réelle volonté de se pencher sur le sujet. D'autre part, le recours à des SI évolués et de haute performance va accroître la nécessité absolue d'un réseau rapide, stable et performant pour garantir aux utilisateurs des outils informatiques dignes du XXI^{ème} siècle.

Et vous conviendrez bien avec nous que nous en sommes encore très loin aujourd'hui et notre retard accumulé va nous mettre de facto sur la touche si rien n'évolue rapidement pour monter en gamme.

Au cours des deux années écoulées, nous avons vu la réalisation de contentieux d'envergure inédite en Guadeloupe en matière de stupéfiants. Le fameux tsunami blanc dont tout le monde parle mais face auquel l'Administration n'apporte aucun renforcement d'attitude, n'est plus un fantasme de quelques agents de terrain trop alarmistes ou catastrophistes. Nous constatons que les représentants du personnel sont encore une fois tenus à l'écart de décisions impliquant ceux qu'ils représentent.

Que penserait un citoyen d'un système démocratique méprisant ceux qu'il a élu pour le représenter ?

Les mêmes causes ayant les mêmes effets, nous allons sûrement y revenir. Espérons que d'ici là aucun drame ne sera à déplorer.

C'est au travers de ce même principe que les résultats de l'observatoire interne pour notre direction nous sont proposé.

Que signifie un sondage qui tire des conclusions d'un échantillon de 60 personnes sur une population douanière de 249 agents ? Quelle crédibilité accordée à une telle consultation ?

La seule conclusion que tire l'UNSA est la suivante : les agents se sentent si écoutés qu'ils ne s'adonnent même plus à ce simulacre de démocratie participative.

L'UNSA est venue écouter ce que vous proposez pour redresser la barre et aux vues des éléments présentés, il semble qu'on persiste à jouer avec le devenir d'une DR, la sécurité, la qualité et les conditions de vie au travail des douanières et des douaniers de Guadeloupe.

Monsieur le Président, les personnels de la DR de Guadeloupe sont exaspérés par ce mépris de leur souffrance et de leur expression.

Nier la souffrance d'une personne qui souffre c'est le faire mourir à petit feu. C'est le pousser dans ses retranchements et à des extrémités.

En créole nous dirions : Sa zòt ka chèché la zòt ké twouvé'y.

Basse-Terre, le 27 novembre 2025

L'UNSA Douanes Guadeloupe

